

SOCIAL | Invitée par les associations de la Maison commune, la Fondation Abbé Pierre a présenté hier son rapport

Le Vaucluse frappé par le mal-logement

Hier après-midi, l'agence régionale Paca de la Fondation Abbé Pierre a présenté son 22^e rapport sur l'état du mal-logement [lire Repères ci-après] à la petite halle du MIN. Un "focus" a été effectué sur la situation dans notre région et dans notre département, qui reste le plus pauvre de Paca.

Le mal-logement dans le Vaucluse s'impose comme un problème aigu. En cause, « la crise de 2008 dont les conséquences demeurent lourdes », selon Fathi Bouaroua, directeur de l'agence régionale de la Fondation. Une crise à la fois économique et agricole, à l'origine d'un phénomène de « persistance du RSA » : 53 % des bénéficiaires le touchent depuis 3 ans. « L'emploi ne revient pas », affirme M. Bouaroua. Tant et si bien que le nombre de chômeurs a augmenté de 20 % ces 5 dernières années en Paca.

Des loyers trop élevés pour une population qui se paupérise

Face à cela, le niveau des loyers demeure trop élevé pour une population qui se paupérise. « Dans le Vaucluse, les ouvriers agricoles et les saisonniers ont encore plus de mal à se loger. » Les loyers dans notre région sont les plus élevés de France (13,1€/m²) juste derrière l'Île-de-France (16 €/m²). La moyenne nationale est à 12 €/m². Et le Vaucluse est à 11€/m². Dans le même temps, le taux de logements vacants est assez important en Paca (7 %) et dans notre département (9 %).

M. Bouaroua a déploré une « réponse d'hébergements d'urgence limitée » en Paca, car trop concentrée sur Marseille. Ainsi, nombre de mal-logés retournent vivre chez leurs parents, sont hébergés



Près de 40 personnes ont assisté hier après-midi à la présentation du rapport du mal-logement établi par la Fondation Abbé Pierre. Celle-ci a répondu à l'invitation des associations de la Maison commune : le Secours populaire, les Restos du cœur et le Village. Son président Vincent Delahaye (à droite sur la photo) a inauguré le rendez-vous. Photo Le D.U.B.T.

chez des tiers ou s'installent dans des habitats précaires comme des caravanes, en zones périurbaines ou rurales.

Plus de logements sociaux et de mixité sociale

Côté solutions, la Fondation préconise un moratoire sur la trêve hivernale et la mise en place d'une trêve permanente. « Le plus grand des scandales c'est l'expulsion domiciliaire », clame M. Bouaroua qui en appelle à plus de logements sociaux et à plus de mixité sociale. « Il faut casser les ghettos de pauvres mais aussi les ghettos de riches. » Et de pointer du doigt les 9 communes de Vaucluse qui ne respectent pas la loi SRU et ses 20 % de logements sociaux obligatoires. Cavailhon n'étant pas concernée avec ses 23 %.

Le rapport présenté par la Fondation Abbé Pierre s'inscrivait dans un après-midi consacré aux "solidarités"

organisé par la Maison commune (le Village, le Secours populaire, les Restos du cœur) auquel se sont joints le Secours catholique, Emmaüs et le FNARS (Fédéra-

tion nationale des associations d'accueil et de réinsertion sociale). Un après-midi qu'est venu clôturer un bal folk.

Brice THEATE

REPÈRES

LE MAL-LOGEMENT : DÉFINITION

Sont considérés par la Fondation Abbé Pierre comme mal-logés les sans domicile fixe, les personnes hébergées chez des tiers, celles dont le logement est trop petit ou qui présente des risques pour leur sécurité ou leur santé.

EN PACA

- 345 000 mal-logés.
- 21 000 demandes de logements sociaux.
- 2 700 logements sociaux proposés par an.

EN FRANCE

- 4 millions de mal-logés
- 12 millions de personnes qui rencontrent des problèmes d'accès ou de maintien dans leur logement.

Un dossier négligé par les candidats à l'élection présidentielle, selon la Fondation

À l'approche de l'élection présidentielle, la Fondation Abbé Pierre entend peser dans la campagne afin de mettre le dossier du mal logement au centre des débats. Un dossier qu'elle considère globalement négligé par les onze candidats.

La Fondation les avait d'ailleurs conviés lors d'une réunion le 28 janvier à la Défense. Tous sauf Marine Le Pen, « parce qu'elle refuse l'inconditionnalité de l'aide », explique Fathi

Bouaroua, directeur de l'agence régionale de la Fondation. Alors que nous, nous venons en aide à tout le monde, que la personne ait des papiers ou non. » « Les réponses apportées par les candidats présents ont été limitées », affirme M. Bouaroua. La seule proposition qui nous intéresse est le "zéro SDF" de la France Insoumise. » Néanmoins, M. Bouaroua n'oublie pas qu'auparavant « Jospin l'avait promis et Sarkozy aussi... »

B.T



Le rapport a été présenté par Fathi Bouaroua, directeur de l'agence régionale de la Fondation.